

Luxembourg

Bureaux satellites aux frontières : la solution qui fait gagner du temps aux frontaliers

Des bureaux satellites de grandes et moyennes entreprises luxembourgeoises poussent aux frontières. Trait d'union entre vie professionnelle et vie privée, ces espaces de travail délocalisés et souvent partagés font gagner un temps précieux aux travailleurs frontaliers et constituent, en outre, un argument à l'embauche.

En plein débat sur la mobilité et le télétravail, certaines entreprises luxembourgeoises ont pris les devants en délocalisant une partie de leurs bureaux aux frontières afin de réduire drastiquement les temps de trajets de leurs salariés transfrontaliers. Salariés qui, depuis la crise sanitaire, ont définitivement adopté le travail à domicile alors même que les

46,8 %

En 2022, d'après les chiffres du portail Statistiques.lu du gouvernement du Grand-Duché, le Luxembourg comptait 473 201 emplois salariés. Des emplois occupés par 251 606 personnes résidant au Luxembourg (dont 122 875 Luxembourgeois) et par 221 595 frontaliers (dont 118 958 Français). Les frontaliers représentent ainsi 46,8 % des salariés.

décisions politiques permettant d'en repousser les limites fiscales* et sociales* tardent à venir.

Cette solution hybride développée dans l'urgence « en réaction à l'incertitude », dans un contexte particulier où près de 50 % des travailleurs sont non-résidents au Grand-Duché, a un coût. « Au Luxembourg, nous manquons de talents, c'est pourquoi les employeurs font tous les efforts possibles pour gommer les différences entre résidents et frontaliers selon le principe gagnant-gagnant », explique Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de commerce du Luxembourg qui a lancé un projet pilote « agile et dynamique » en ce sens.

L'idée n'est pas que ces bureaux poussent comme des champignons

Deux bureaux d'une dizaine voire d'une quinzaine de postes ont été délocalisés à Perlé à la frontière belge et à Dudelange-Bettembourg à la frontière française. Un troisième projet est en gestation à Mondorf-les-Bains, pour capter cette fois les Allemands et les Français qui résident de ce côté de la frontière. Big Four, banques mais aussi entreprises plus modestes, à l'instar du groupe Chambre de commerce du Luxembourg qui compte 200 salariés, ont déjà testé et approuvé.

Pour autant, si certaines banques ont déjà saisi l'opportunité de créer des espaces de coworking en zones frontalières, l'idée n'est pas que ces bureaux poussent comme des champignons. « Il faut pouvoir intégrer cela dans la politique de développement du territoire pour créer un maillage cohérent avec des services de transports et les commerces qui vont avec », estime Carlo Thelen, qui défend aussi l'idée que toute entreprise propriétaire de ses locaux puisse en disposer pour créer des solutions de logement à bas coût pour attirer les jeunes diplômés. « Cela permettrait de faire évoluer l'affectation des zones d'activité en zones mixtes habitat-travail », ce qui, selon lui, participerait aussi à réduire les flux de travailleurs, de part et d'autre des frontières, qui aujourd'hui posent problème.

● Catherine Roeder

* Le télétravail transfrontalier est aujourd'hui borné à 34 jours par an pour les résidents français qui souhaitent continuer à payer leur impôt au Luxembourg. Le seuil social autorisait jusqu'alors un transfrontalier à télétravailler jusqu'à 25 % de son temps sans perdre son affiliation au Luxembourg. Or, un accord-cadre européen entériné par l'Union européenne et déjà signé par le Luxembourg et l'Allemagne permet de le repousser à 49 %. La France et la Belgique ne l'ont pas encore ratifié.



À Dudelange, tout près de la frontière française, les bureaux satellites et les espaces de coworking se multiplient. Un gain de temps précieux pour les travailleurs frontaliers qui gagnent ainsi une à deux heures par jour. Photo Philippe NEU

« Au Luxembourg, nous manquons de talents, c'est pourquoi les employeurs font tous les efforts possibles pour gommer les différences entre résidents et frontaliers selon le principe gagnant-gagnant. »

Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de commerce du Luxembourg qui a lancé un projet pilote « agile et dynamique ».

Espaces de coworking : le paradis des travailleurs nomades

Ils n'ont pas attendu la crise sanitaire de 2020 pour réagir. « Aujourd'hui, nous avons la capacité de travailler n'importe où grâce à l'ordinateur portable et nous n'en sommes qu'au début de la révolution technologique », déclarait au *Republicain Lorrain* en 2019 William Willems, directeur général de Regus Belgique et Luxembourg, fournisseur mondial d'espaces de travail flexibles. Outre des espaces à louer pour une heure, une semaine, un mois, une année, le géant Regus, qui compte une dizaine de ces infrastructures au Luxembourg, a saisi la balle au bond en ouvrant des bureaux à Livange et Bertrange, à moins de 10 kilomètres de



Les espaces de coworking permettent d'enjamber la frontière tout en ayant un espace de travail dédié.

la frontière française pour capter un public transfrontalier.

« Les dix derniers kilomètres jusqu'à la Cloche d'Or, c'est quasiment une heure.

C'est pour éviter cette dernière ligne droite particulièrement chronophage que

j'ai opté pour cette solution à raison d'un à deux jours par semaine. Je peux ainsi économiser mes jours de télétravail (34 jours par an, N.D.L.R.) », explique Frédéric, salarié de l'Immobilier.

« Un pigeon voyageur »

Philippe, lui, travaille entre la vallée de la Fensch et le sud du Luxembourg, il est ce qu'il appelle « un pigeon voyageur ». « L'espace de coworking permet d'enjamber la frontière très facilement sans passer des heures dans les embouteillages tout en ayant la garantie d'avoir un bureau et du réseau », appuie le gérant de société.

● C.R.



Chez PWC, « nous installons nos bureaux près de nos employés »

PWC, société d'audit, de conseil et d'expertise juridique et fiscale qui emploie 2 200 personnes au Luxembourg a investi très tôt – dès 2018 – dans des bureaux aux frontières belge, française et allemande à la demande de ses salariés transfrontaliers. Puis vint l'épidémie de Covid-19 avec ses confinements puis ses règles sanitaires strictes qui ont mis les bureaux satellites, au nombre de trois à l'époque, à l'arrêt. En 2022, le retour au tout-présentiel après presque deux ans en télétravail a été difficile. « Une étude menée en interne montre qu'un frontalier français a en moyenne un temps de trajet quotidien de 65 minutes. Les bureaux aux frontières permettent de faire gagner à certains entre 40 et 50 minutes par jour, ce qui est énorme », pointe Dominique Laurent, directeur et chef du département Logistique chez PWC.

Et de résumer l'esprit de l'entreprise : « On ne peut pas installer nos employés près de nos bureaux alors nous installons nos bureaux près de nos employés ». Le développement de ces bâti-



PWC possède quatre structures satellites à la frontière française, à Esch-sur-Alzette, Pétange, Dudelange et Mondorf-les-Bains. Photo d'illustration Pierre HECKLER

ments satellites postés à quelques kilomètres des frontières s'accélère.

« Nous avons aujourd'hui un maillage sur toute la frontière sud »

Trois nouveaux bureaux sont ouverts en 2022, à Mondorf-les-Bains (80 postes actuellement, 100 à partir de septembre 2023) mais aussi à

Pétange et Dudelange (80 postes) où une option de créer un nouveau bâtiment pour étendre la structure est à l'étude. « Nous avons un maillage sur toute la frontière sud avec quatre bureaux (avec Esch-Belval) très prisés des collaborateurs en provenance du Sillon lorrain. Nous gérons notre croissance avec ces annexes qui constituent aujourd'hui un critère de recrutement. »

● C.R.

Luxembourg

Le niveau de vie plus élevé au sud du pays

Le Statec, l'équivalent luxembourgeois de l'Insee, a dévoilé des nouvelles statistiques sur la répartition salariale au Grand-Duché, au travers de son tableau « salaires par communes au Luxembourg ». Il montre de grandes disparités entre les régions du nord et du sud.

Le Statec (L'Insee luxembourgeois) a publié son nouveau tableau « salaires par communes au Luxembourg », donnant des nouvelles données quant à la répartition salariale au Grand-Duché. « Le tableau permet de comparer les salaires entre différentes régions, d'analyser la qualité de vie des citoyens ainsi que l'impact économique sur les différentes communes », indique l'institut.

Le constat est assez clair : le niveau de vie est plus fort au sud du pays que dans le nord.

En présentant les salaires mensuels moyens et médians des différentes communes du pays, le tableau permet de mettre en lumière les villes qui s'en sortent le mieux. Avec un salaire moyen de 12 644,86 euros et un salaire médian de 6 659 euros, c'est la commune de Niederanven qui se hisse en tête de liste. Elle est suivie par Leudelange, Kopstal, Schuttrange et Strassen, cinq autres villes dont les salaires moyens sont supérieurs à 10 000 euros et les salaires médians supérieurs à 6 000 euros.

Des disparités économiques notables

Au contraire, c'est la commune de Wiltz qui présente les salaires les plus bas. Son salaire médian de 3 167 euros est plus de deux fois inférieur à celui de Niederanven. Un constat vérifiable dans d'autres communes du nord du pays, telles que Reisdorf ou Echternach. Esch-sur-Alzette et Differdange, deux grosses communes, montrent égale-



Les salaires médians les plus élevés se trouvent à Niederanven, les plus faibles à Wiltz. Photo archives Editpress

ment un salaire médian inférieur à 3 400 euros.

Comment expliquer ces fortes disparités ? C'est simple : les communes qui présentent les salaires les plus haut sont toutes voisines avec la capitale. La région de Luxembourg-Ville et sa couronne est la principale zone économique et financière du Grand-Duché. « Cela est dû à la présence de nombreuses institutions financières, d'entreprises internationales et d'organisations européennes, qui offrent des opportunités d'emploi hautement qualifiées et bien rémunérées », explique le Statec.

Alors que le nord du pays est rural. Les offres d'emploi sont donc plus limitées et moins diversifiées. Ce qui se démontre aussi dans les communes de l'ancien bassin minier au sud. « Certaines industries ou secteurs spécifiques au Luxembourg, tels que la finance, la technologie ou le secteur des services professionnels, offrent des salaires plus élevés par rapport à d'autres secteurs d'activité. »

Selon le Statec, le niveau de qualification et d'expérience des salariés joue également un rôle important dans les différences salariales. « Les postes nécessitant des compétences spécialisées, une expertise technique ou une expérience significative sont mieux rémunérés. »

● Camille Vari (Le Quotidien)

En hausse, le taux de chômage s'établit à 5 % au Grand-Duché

Le taux de chômage repasse la barre des 5 % au Luxembourg, tandis que le nombre de postes vacants redescend sous celle des 10 000, explique l'Adem (Agence luxembourgeoise pour le développement de l'emploi).

Dans le détail, le nombre de demandeurs d'emploi résidents disponibles inscrits à l'Adem s'élève à 15 188 au 31 mai 2023, soit une hausse de 1 242 personnes (+8,9 %) sur un an. Le taux de chômage s'établit à 5 %, contre 4,9 % en avril.

L'Adem note que les nouvelles inscriptions du mois de mai comprennent 64

inscriptions de bénéficiaires de la protection temporaire (réfugiés venant d'Ukraine).

Au cours du mois de mai 2023, les employeurs ont déclaré 3 528 postes vacants à l'Adem, ce qui correspond à une baisse de 26,7 % par rapport à mai 2022. Cette baisse du nombre de postes déclarés concerne tous les secteurs d'activité, à l'exception de l'industrie manufacturière, du commerce, du transport, de l'entreposage et de l'enseignement. Le nombre de postes disponibles s'établit à 9 686 au 31 mai.

● Le Quotidien